



Déclaration liminaire de l'UNSA-Education pour le CTSD du 30 janvier 2019

Madame la directrice académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Suite aux élections professionnelles de décembre dernier, l'UNSA-Education reste représentative au CTSD de Vendée comme deuxième organisation syndicale la plus importante. Fort de ce mandat des agents de l'Éducation nationale, nous continuerons à être un syndicat constructif et combatif. Constructif, car, malgré un dialogue social très difficile actuellement au niveau national, nous serons toujours ouverts à la discussion pour améliorer la situation de tous les personnels mais aussi celle des élèves. Combatif, car si nous acceptons de discuter, nous ne sommes pas prêts à accepter n'importe quelle réforme ou n'importe quel choix budgétaire. Nous refuserons toujours ce qui fait reculer les droits des agents et des usagers de l'Éducation nationale.

Ce cadre étant posé, force est de constater que le budget 2019 n'est absolument pas favorable à l'Éducation nationale. Les suppressions de postes y sont nombreuses, particulièrement pour le second degré avec 2600 suppressions nationalement. Cela ne permet pas un bon fonctionnement des collèges et des lycées en France, en général, et en Vendée, en particulier. Comment bien enseigner en collège avec de plus en plus d'élèves par classe et si peu d'heures pour alléger les effectifs ? Comment appliquer une réforme au lycée général et technologique, quoiqu'on puisse en penser par ailleurs, avec des dotations en baisse brutale ? Comment changer avec efficacité l'esprit de la seconde professionnelle là-aussi avec moins d'heures attribuées ?

Pour l'UNSA-Education, la politique du rabet, même caché, n'est pas une politique efficace. Sous prétexte d'économie et d'augmentation de la productivité, nous osons le mot, elle va mener encore plus d'élèves à l'échec. Sous prétexte d'économie et d'efficacité, elle mènera à plus de jeunes sans formation, sans solution à la fin de leur scolarité et donc à la charge de la société ; charge qui pèsera plus lourd au final que les petites économies faites par notre ministre.